

Performances macroéconomiques

En 2018, la croissance économique des Comores est restée stable : taux estimé de 2,8 % proche du taux de 2,7 % enregistré en 2017. En matière d'offre, la croissance de 2018 résulte principalement d'un accès amélioré à l'électricité, un regain de l'activité des télécommunications et des transferts de la diaspora. En matière de demande, la croissance résulte des investissements publics et des exportations bénéficiant de la hausse du prix de la vanille. Le solde budgétaire devrait être négatif en 2018 (-3,1 % du PIB) malgré un excédent enregistré en 2017 (0,4 % du PIB). En raison du rattachement du franc comorien à l'euro et de l'objectif de stabilité des prix, le pays ne recourt pas à un financement monétaire du déficit budgétaire. La dette extérieure comorienne, estimée à 26,5 % du PIB en 2018 contre 30,1 % en 2017, est considérée soutenable. Le rattachement du franc comorien à l'euro favorise la stabilité monétaire grâce au respect des normes de convergence. En 2018, l'inflation a été estimée à 2 % contre 1 % en 2017. Cette maîtrise des prix résulte des effets de la baisse des prix du carburant et de celle des prix de la communication avec l'entrée de l'opérateur téléphonique privé. Le compte courant est estimé à -6 % du PIB en 2018 contre -4,3 % du PIB en 2017. Son déficit s'explique principalement par le déficit structurel de la balance commerciale et est financé principalement par les transferts de la diaspora. Le taux de change réel a quasiment été stable entre 2017 et 2018 et est généralement considéré comme surévalué. Les réserves de change sont confortables : niveau estimé en 2018 à 6,6 mois d'importation.

Perspectives : facteurs positifs et négatifs

Selon les estimations, la croissance économique devrait atteindre respectivement 2,8 % et 2,9 % en 2019 et 2020, niveau presque inchangé par rapport à celui de 2018. Cependant, les perspectives économiques devraient être plus favorables en raison d'une amélioration progressive

(quoique fragile) de la situation dans le secteur de l'électricité, et de l'engagement du Gouvernement pour un important programme de développement, le taux brut d'investissement devant passer de 22,5 % en 2017 à 25,1 % en 2019. Le pays a défini son plan d'émergence 2030 et met en œuvre la feuille de route qui guidera sa démarche vers l'horizon 2030, qui montre les prémices de la mise en œuvre des projets et de certaines réformes aux bénéfices rapides. Le gouvernement a promulgué en janvier 2018 la loi n°17-020 de décembre 2017, portant sur les énergies renouvelables en Union des Comores. Le gouvernement compte ainsi augmenter la part des énergies renouvelables dans le bilan énergétique pour améliorer le taux d'indépendance énergétique. Les termes de l'échange évoluent également avec un niveau de -0,6 % et de 2,7 % respectivement en 2019 et 2020 contre -3,8 % en 2018.

Toutefois, l'environnement politique agité pourrait affecter l'activité économique. Les avis sur les résultats du référendum constitutionnel du 30 juillet 2018, qui suspend jusqu'à 2030 le principe de la présidence tournante des trois îles, sont diversement partagés. De plus, la situation budgétaire demeure fragile, avec une sous-exécution continue des dépenses d'équipement et des déficiences de la planification budgétaire à moyen terme. La persistance du niveau élevé des prêts improductifs limite le crédit au secteur privé. Enfin, les Comores demeurent confrontées à divers défis : faibles capacités institutionnelles handicapant l'efficacité de la gestion macroéconomique et sectorielle, déficit des infrastructures de base (énergie et routes) dont la faible qualité freine la transformation de l'économie, vulnérabilité de l'économie aux chocs extérieurs et sa forte dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure, la faible compétitivité de son économie, taux élevé de chômage surtout des jeunes, qui constitue une menace pour la stabilité du pays, et forte vulnérabilité liée à une surexploitation des ressources naturelles (déforestation, dégradation des sols, pollution des nappes phréatiques, érosion côtière) et aux changements climatiques.



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.